

Article 31 du Règlement

James McMullen, de Burlington, écrit ceci: «Le service de l'énorme dette des gouvernements fédéral et provinciaux transformera sous peu le Canada en république bananière. Vous devez réduire la taille de la fonction publique et les programmes sociaux et appliquer cet argent à la réduction de la dette.»

Mabel Richardson, de Burlington, écrit ceci: «Si le Canada n'arrête pas de gaspiller de l'argent, l'avenir de mes petits-enfants est sérieusement compromis. Les impôts que nous payons devraient permettre de réduire le déficit.»

James Fisher, de Burlington, écrit ceci: «Si vous ne faites rien d'autre avant les élections. . .

Le président suppléant (M. Paproski): La députée de Vancouver-Est a la parole.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, au moment où les politiques économiques du gouvernement avivent les tensions raciales au Canada, le gouvernement conservateur refuse de protéger les droits à l'égalité.

Pourquoi a-t-il retiré les fonds qu'il s'était engagé à verser à la Fondation des relations raciales et à l'Institut des langues du patrimoine, deux organismes créés aux termes de lois adoptées par la Chambre?

Pourquoi a-t-il retiré les fonds au Programme de contestation judiciaire qui est essentiel au financement de causes servant à définir les droits à l'égalité des femmes, des personnes handicapées et des minorités, droits garantis par la charte?

Pourquoi a-t-il dissous des comités, groupes et conseils consultatifs publics qui préconisaient des changements? Cherche-t-il ainsi à étouffer la critique?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas manifesté son intention d'apporter des changements afin de protéger dans notre Constitution les droits des minorités, alors que de nombreux groupes lui avaient demandé de meilleures garanties?

Le budget prouve bien que le gouvernement ne tient pas vraiment à protéger les droits de la personne. C'est d'ailleurs la première chose qu'il oublie en temps de crise.

LE CHÔMAGE

M. Rex Crawford (Kent): Monsieur le Président, le dernier budget ne laisse absolument aucun espoir aux chômeurs du sud-ouest de l'Ontario, le moteur de l'économie canadienne. Des usines des sociétés Motor Wheel, National Hardware, Standard Tube et Elan, pour n'en nommer que quelques-unes situées dans la circonscription de Kent, ont été durement touchées par la récession et ont dû fermer leurs portes.

Le budget n'offre aucune solution à ces travailleurs qui ont perdu leur emploi et à leur famille. Les conservateurs viennent de réduire les programmes de formation qui auraient pu être très utiles dans une situation aussi désespérée. Étant donné qu'on a amputé le Programme de la planification de l'emploi de 100 millions de dollars l'an dernier et qu'on retranche encore 117 millions de dollars aux programmes de formation, de plus en plus de gens sont laissés pour compte. Les seuls programmes qui subsistent s'adressent aux prestataires d'assurance-chômage. Qu'en est-il des chômeurs qui ont cessé de toucher des prestations, qui veulent travailler et satisfont aux critères, mais ne peuvent s'inscrire aux programmes qui subsistent?

Les conservateurs les ont oubliés. Élisons un gouvernement qui se soucie du bien-être de la population.

* * *

[Français]

LA FISCALITÉ

M. Gaby Larrivée (Joliette): Monsieur le Président, au cours des dernières semaines, j'ai reçu plusieurs lettres de mes commettants concernant la politique familiale du gouvernement du Canada. Ces commettants m'ont écrit pour me sensibiliser aux iniquités fiscales entre les couples mariés et les conjoints de fait. Leurs préoccupations étaient tout à fait légitimes.

Je tiens à informer la population de Joliette que le gouvernement fédéral a répondu à leurs attentes dans son plus récent Budget. Non seulement le gouvernement fédéral assujettira les conjoints mariés et les conjoints de fait au même régime fiscal, mais, de plus, il réformera et améliorera les prestations à la famille en créant une seule prestation pour enfants. Le nouveau régime accroîtra les prestations pour enfants de 400 millions par année.

Monsieur le Président, le dernier Budget démontre clairement à quel point le gouvernement est sensible au bien-être des familles canadiennes.